

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT**

*Bureau de l'Environnement*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**Du 28 mars 2006**

**portant prescriptions complémentaires à la société SPRENGER  
en vue de connaître les substances dangereuses susceptibles d'être rejetées dans l'eau  
par les ateliers de traitement de surface**

**Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>, et notamment son article L 512-7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1983 autorisant la Société SPRENGER à poursuivre l'exploitation de ses installations sises 5 route de la fédération à STRASBOURG MEINAU,
- VU** la Directive n° 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau
- VU** la Circulaire du 4 février 2002 relative à l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées,
- VU** la lettre préfectorale du 22 octobre 2003 informant la Société SPRENGER des dispositions à mettre en œuvre,
- VU** la réponse datée du 25 novembre 2003, par laquelle la société SPRENGER s'engageait à faire réaliser un audit et une campagne de contrôle de la qualité de ses rejets au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2004,
- VU** le rapport du 2 février 2006 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) d'Alsace chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 6 mars 2006,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de connaître les rejets dans l'eau par les installations classées de substances polluantes, notamment les substances prioritaires de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000, et, de prendre, le cas échéant, les dispositions pour réduire ces rejets,

**CONSIDÉRANT** que la société SPRENGER à STRASBOURG, exploitant des ateliers de traitement de surface, n'a pas fait réaliser l'audit et la campagne de recherche des substances polluantes dans ses rejets,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

**APRES** que l'exploitant a été invité à faire valoir ses observations,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société SPRENGER S.A. dont le siège social est situé 5, route de la Fédération à 67000 STRASBOURG-MEINAU, exploitant des installations de traitement de surface à la même adresse, est tenue de se conformer aux dispositions complémentaires du présent arrêté, pris en application de l'article L 512-7 du code de l'Environnement.

Ces dispositions complètent celles de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1983 autorisant la Société SPRENGER à poursuivre l'exploitation de ses installations, et les dispositions de l'arrêté ministériel et de son instruction technique du 26 septembre 1985 relatifs aux ateliers de traitement de surface.

### Article 2 :

**Dans un délai de deux semaines** à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant communiquera le résultat d'un audit préliminaire, établi par un laboratoire agréé, visant à établir les conditions de mesure des effluents rejetés.

**Dans un délai de deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant communiquera le résultat de la campagne de mesures des substances polluantes dans les effluents rejetés.

La liste des substances à rechercher est spécifiée par le cahier des charges technique des opérations de prélèvements et d'analyses des rejets de substances dangereuses dans l'eau joint à la circulaire du 4 février 2002 susvisée.

### Article 3 :

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

### Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société SPRENGER.

### Article 5 :

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le Maire de STRASBOURG,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société SPRENGER.

LE PRÉFET

#### **Délais et voie de recours** (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.